

Communiqué de presse du RES : « Gaz de schiste : contrefeux industriels et contre-vérités »

Paris, le 18 avril 2011,

L'Amicale des Foreurs et des Métiers du Pétrole a adressé le 11 avril 2011 une « Lettre ouverte aux députés, en particulier aux 124 signataires de la proposition de loi n°3301 » [1]. Le RES s'élève avec force contre cette lettre fournissant des arguments mensongers destinés à justifier la fracturation hydraulique utilisée dans l'extraction des gaz de schiste. Il y est dit : « Les produits chimiques (597 au total) cancérigènes [...] sont abandonnés depuis quelques années au profit de produits issus de l'industrie agroalimentaire, tels des dérivés de l'agar-agar utilisés pour gélifier ice-creams et confitures ». Aucune référence scientifique témoignant de cette soi-disant nouvelle composition n'est donnée. Il est scandaleux d'avancer de tels arguments sachant que l'agence de protection de l'environnement des USA (EPA) a sorti en Février 2011 un projet d'étude [2] visant à réévaluer l'impact sanitaire et environnemental de la fracturation hydraulique et qu'il est très précisément donné la liste de tous les produits chimiques (plus de 500) qui seront étudiés dans ce rapport. Il n'y est nulle part question de mélanges à base d'agar-agar ! On trouve, par contre, des toxiques cancérigènes ou reprotoxiques reconnus comme le benzène, l'éthylbenzène, le toluène, le xylène, le naphthalène, des hydrocarbures aromatiques polycycliques, du formaldéhyde, des éthers de glycol etc.

Les auteurs de cette lettre se réfugient derrière le fait que les produits chimiques injectés ne représentent « que » 0,5% du volume injecté. On sait qu'une séquence d'hydrofracturation consomme entre 15 et 20 millions de litres d'eau et qu'un puits est hydrofracturé entre 15 et 20 fois : Cela représente donc au total un volume de produits chimiques injectés entre 1,12 et 2 millions de litres par forage. Est-ce si négligeable ? A quelles concentrations sont ces produits ? Les industriels restent silencieux sur ce sujet et maintiennent un flou total.

On sait, par contre, que ce mélange contient aussi des perturbateurs endocriniens [3] qui sont toxicologiquement actifs à de très faibles concentrations. Ces produits chimiques sont de plus en plus clairement associés au développement de multiples pathologies chroniques portant atteinte aux écosystèmes et à la santé publique. « L'élimination de notre exposition aux perturbateurs endocriniens est un enjeu majeur de santé publique. Est-il pensable de développer une technologie dépendante de leur dispersion dans l'environnement sur la seule base de la confiance dans un soi-disant confinement dont l'expérience américaine démontre bien l'absence complète de maîtrise ? » interroge Gilles Nalbone du Réseau Environnement Santé.

Le RES salue les propositions de lois sur l'interdiction d'exploration des gaz de schistes et appelle les parlementaires à ne pas se laisser déstabiliser par la tribune pleine de mépris et de suffisance qui leur a été adressée. Le RES reste néanmoins très vigilant face au risque de réintroduction d'une technologie d'extraction dans une version prétendument « acceptable sur le plan environnemental et sanitaire », car il est difficile d'imaginer une fracturation hydraulique « propre » : les quantités d'eau consommées, les pollutions induites et la prolongation des énergies carbonées en dépit de l'urgence climatique ne feront jamais des gaz et huiles de schiste l'eldorado évoqué dans le courrier des industriels mais promettent plus sûrement un cycle infernal de destructions, de gaspillages et de contaminations.

[1]. http://www.foreurs.net/index.php?option=com_content&view=article&id=276:lettre-ouverte-aux-deputes-en-particulier-aux-124-signataires-de-la-proposition-de-loi

[2]. http://water.epa.gov/type/groundwater/uic/class2/hydraulicfracturing/upload/HFStudyPlanDraft_SAB_020711.pdf

[3]. Voir les données rassemblées par les scientifiques de TEDX : <http://www.endocrinedisruption.com/chemicals.multistate.php>